



**PRÉFET
DE LA VENDÉE**

*Liberté
Égalité
Fraternité*

**Direction régionale de l'environnement,
de l'aménagement et du logement des
Pays de la Loire**

DREAL des Pays de la Loire - Unité départementale de la
Vendée
Site Préfecture de la Vendée
29 rue Delille
CS 60765
85020 La Roche sur Yon cedex

La Roche sur Yon, le 05 décembre 2025

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 03/12/2025

Contexte et constats

Publié sur **GÉORISQUES**

VIENNOISERIE LIGERIENNE

LA BOULANGERE
ZI Le Gautreau II - BP 60
85290 Mortagne-Sur-Sèvre

Références : D25.0531
Code AIOT : 0006303268

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 03/12/2025 dans l'établissement VIENNOISERIE LIGERIENNE implanté LA BOULANGERE ZI Le Gautreau II - BP 60 85290 Mortagne-sur-Sèvre. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

L'inspection a été réalisée dans le cadre du suivi de la mise en demeure prise par arrêté préfectoral du 24 avril 2023

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- VIENNOISERIE LIGERIENNE
- LA BOULANGERE ZI Le Gautreau II - BP 60 85290 Mortagne-sur-Sèvre
- Code AIOT : 0006303268
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Oui

Le site Viennoiserie Ligérienne est spécialisé dans la fabrication de viennoiseries industrielles (pains au chocolat, pains au lait, croissants, brioches)

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - ◆ le constat établi par l'inspection des installations classées ;
 - ◆ les observations éventuelles ;
 - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :
 - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
 - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits conduisant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
1	Dispositif d'extinction automatique	AP de Mise en Demeure du 24/04/2023, article 1	Levée de mise en demeure

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

Cette inspection a été réalisée dans le cadre du suivi de la mise en demeure, prise par arrêté préfectoral du 24 avril 2023, concernant le dispositif d'extinction automatique d'incendie du site.

L'inspection a permis de constater que l'exploitant a mis en œuvre des actions correctives permettant de revenir à une situation conforme. Par conséquent, il est proposé au préfet de la Vendée de lever la mise en demeure.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Dispositif d'extinction automatique

Référence réglementaire : AP de Mise en Demeure du 24/04/2023, article 1
Thème(s) : Risques accidentels, Incendie
Prescription contrôlée : La société Viennoiserie Ligérienne, exploitant une usine de fabrication de viennoiseries sise ZI le Gautreau II sur la commune de Mortagne sur Sèvre, est mise en demeure de respecter, dans un délai de sept mois à compter de la notification du présent arrêté, les dispositions suivantes de l'article 8.3.3 de l'arrêté préfectoral du 12 mars 2020 susvisé : « [...]L'établissement dispose de moyens de lutte contre l'incendie adaptés aux risques et aux enjeux à défendre, et au minimum : <ul style="list-style-type: none">• d'un dispositif d'extinction automatique (« sprinklage ») adapté aux risques sur l'ensemble des ateliers de pétrissage, des lignes de production, des locaux de stockages, ayant deux sources d'eau de volumes respectifs 30 et 450 m³ associées à des motopompes au fioul domestique [...] ».
Constats de l'inspection du 1^{er} février 2023 : L'exploitant a transmis à l'inspection des installations classées le rapport de vérification du dispositif d'extinction automatique du 27/04/2022, réalisé par la société EQUANS. Ce rapport met en évidence un risque de mise en échec du dispositif de protection dans la zone d'expéditions des produits finis (environ 400 m ²) car la hauteur de stockage est trop importante (6 m au lieu de 2,6 m). Ce risque est mis en évidence depuis le 10 mars 2021. Ceci constitue un écart majeur à l'arrêté préfectoral [...]
Constats de la présente inspection : L'exploitant a réalisé des travaux conséquents sur son dispositif d'extinction automatique avec le remplacement de toutes les antennes et le rajout de lignes de purge d'air. L'exploitant a transmis à l'inspection des installations classées le rapport de vérification semestrielle du dispositif d'extinction automatique (Q1) du 27 août 2025, réalisé par la société Uxello. Ce rapport permet de constater que l'écart relevé lors des vérifications périodiques depuis le 10 mars 2021 sur la zone d'expéditions avec un risque de mise en échec du dispositif a été levé. Une facture datée du 3 septembre 2025 de la société Uxello a également été transmise. Elle correspond à la remise à niveau de l'installation d'extinction automatique. La zone d'expéditions a été vue lors de l'inspection. Suite aux travaux réalisés sur l'année 2025, la prescription est désormais respectée. Par conséquent, il est proposé à M. le préfet de la Vendée de lever la mise en demeure, prise par arrêté préfectoral du 24 avril 2023. À noter que le rapport de vérification semestrielle du dispositif d'extinction automatique (Q1) du 27 août 2025 liste certains écarts au référentiel APSAD R1 sans risque de mise en échec. Les travaux réalisés sur la fin de l'année 2025 devraient permettre de lever certains de ces écarts.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Levée de mise en demeure